

# ROLE ET ACTIONS DE LA SOCIETE CIVILE DANS LA CRISE SOCIO-SECURITAIRE EN RDC

Sous-titre : **"D'un pilier de la démocratie à un rôle crucial dans la crise socio-sécuritaire: le parcours élogieux à l'âge d'or de la société civile en RDC"**

**Biruru Pascal Bahati** Co-fondateur de League Academia, Chercheur, Acteur engagé dans les transformations sociales en RDC et Lauréat du prix Jeune Bâtitteur de Confiance 2024.

**Eliezaire Ushindi Mwendapeke** Chercheur sur les conflits en RDC et dans la région des grands lacs

## Résumé

La crise socio-sécuritaire en République Démocratique du Congo s'accroît. Cet article, issu d'une recherche intitulée « La crise socio-sécuritaire en RDC : rôle et actions de la société civile », explore l'évolution de ces acteurs, des Églises aux mouvements citoyens à travers trois périodes charnières.

En croisant archives coloniales (dont les tracts de l'ABAKO des années 1950), rapports de la Conférence Nationale Souveraine (CNS), témoignages de 23 militants recueillis et observation de terrain entre 2022 et 2024, l'analyse révèle d'abord l'héritage anticolonial. Des cercles culturels comme l'ABAKO, décrits par Nzongola-Ntalaja (2002) comme des « machines de guerre politique », ont posé les bases d'une résistance structurée contre l'oppression. Vient ensuite l'âge d'or des années 1990, où la CNS érige la société civile en « pilier de la transition démocratique » (Braeckman, 1992). Enfin, le tournant des années 2010 marque un déclin : la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) se transforme en arène partisane, tandis que des OSC comme les mouvements citoyens, après avoir réinventé la contestation, s'essouffent face à la répression étatique.

Ce paradoxe révèle une fracture générationnelle : si une majorité de Congolais reconnaissent encore à la société civile une légitimité historique, un grand nombre de jeunes particulièrement dans l'Est dénoncent désormais des compromissions avec les forces de violence. Comment des figures emblématiques comme l'abbé Malu Malu, artisan des premières élections libres, ont-elles pu incarner hier l'espoir collectif, alors que les accords de paix récents (Nairobi II, 2022) évacuent les OSC locales, contrairement à l'ère Sun City (2002) où leur parole pesait ? C'est cette énigme que cette recherche cherche à élucider, avec un objectif clair : identifier les voies d'un nouveau souffle pour une société civile congolaise capable de réconcilier héritage glorieux et défis contemporains.

## MOTS CLÉS

Accords de paix, Commission Électorale Nationale Indépendante, Confession religieuse, Conférence Épiscopale Nationale du Congo, Conférence nationale souveraine, Crise socio-sécuritaire, Médiation politique, Mouvement citoyen, Organisation de la Société Civile, Organisation Non Gouvernementale, République Démocratique du Congo, Société civile congolaise et Transition démocratique.

## INTRODUCTION

La République Démocratique du Congo traverse depuis des décennies une crise socio-sécuritaire aux ramifications complexes, marquée par la dégradation persistant des institutions étatiques. Dans ce paysage de défiance généralisée, où l'opposition politique peine à incarner une alternative crédible, la société civile émerge comme un acteur incontournable. Tantôt salué pour son courage, tantôt critiqué pour ses ambiguïtés. Son histoire, tissée de résistances et de contradictions, reflète les espoirs et les déchirements d'une nation en quête de stabilité.

Dès 1992, la Conférence Nationale Souveraine (CNS) hissait la société civile au rang de « pilier de la transition démocratique ». Trois décennies plus tard, le constat est plus nuancé : une partie de la population congolaise, questionne ouvertement sa capacité à défendre les droits fondamentaux face aux crises récurrentes (BERCI, 2023). Pour saisir ce paradoxe, il faut remonter aux racines coloniales, traverser l'âge d'or des mobilisations des années 1990, et décrypter les fractures actuelles qui minent sa légitimité.

Loin de se réduire aux ONG internationales souvent médiatisées, la société civile congolaise forme un écosystème riche et polymorphe. Les Églises, par exemple, ont historiquement joué un rôle de médiateur dans les transitions politiques, à l'image de leur implication lors de l'accord de la Saint-Sylvestre en 2016. Les mouvements citoyens, héritiers des luttes étudiantes contre le mobutisme, continuent de porter des revendications sociales malgré les répressions. Les médias indépendants, quant à eux, maintiennent un contre-pouvoir informatif dans un contexte où la liberté de la presse reste fragile. Enfin, les centres de recherche documentent avec rigueur des conflits que les récits officiels tentent souvent d'occulter.

Cette recherche s'appuie sur un croisement de méthodes pour explorer ces dynamiques. L'analyse d'archives dialogue avec des entretiens menés entre 2022 et 2024 auprès de 23 militants ayant vécu les grandes transitions du pays. À cela s'ajoute l'étude approfondie des actions récentes des organisations locales, révélant autant de promesses que de pièges.

L'objectif de notre recherche se précise : comprendre comment la société civile congolaise, passée du statut de rempart démocratique à celui d'acteur contesté, peut retrouver sa vocation originelle dans un contexte de crise multiforme. Pour y répondre, l'article déploie une analyse en deux temps. D'abord, il plonge dans les racines historiques. Ensuite, il explore son âge d'or.

## **I. les racines historiques de la société civile en République Démocratique du Congo**

L'histoire de la société civile congolaise s'enracine dans un paradoxe fécond : celui de la résistance culturelle transformée en combat politique. Dès les années 1949, sous le joug colonial belge, des structures encore balbutiantes esquissent les contours d'une mobilisation populaire. Prenons l'exemple de l'Association des Bakongo (ABAKO) : conçue à l'origine comme un cercle de promotion linguistique, elle se mue en machine de revendications indépendantistes, comme le décrit Nzongola-Ntalaja (2002). Cette métamorphose révèle une constante congolaise : la capacité à politiser l'espace culturel face à l'oppression.

Un autre héritage, moins visible mais tout aussi déterminant, émerge des missions chrétiennes. Leurs écoles notamment protestantes forment une élite critique, dont Patrice Lumumba sera l'emblème. Comme l'analyse Bouamama (2017), ces réseaux éducatifs, tout en restant sous contrôle colonial, deviennent des incubateurs d'idées subversives. Ainsi naît un double legs : d'un côté, la contestation frontale ; de l'autre, une institutionnalisation sourde mais tenace.

L'indépendance de 1960 ouvre une ère d'espoirs contrariés. Les organisations civiles, désormais nationalisées, accompagnent les aspirations à l'autodétermination (Cvetek & Daiber, 2009). Mais l'arrivée de Mobutu en 1965 sonne le glas de cet élan. Le régime du MPR verrouille l'espace public : syndicats indépendants dissous en 1971 (Braeckman, 1992), associations surveillées, contre-pouvoirs étouffés. Seule l'Église catholique à travers la CENCO parvient à préserver des îlots de liberté. Son mémorandum de 1990, dénonçant le « chaos économique et la dictature » (Monsengwo, 1992), marque un tournant : désormais, la critique du régime s'affiche au grand jour.

Dans l'ombre des campus universitaires, une résistance intellectuelle s'organise. À Lubumbashi et Kisangani, des étudiants documentent en secret les exactions du pouvoir (Omasombo, 2005). Leur travail pave la voie à des mouvements comme l'ASADHO, fondé en 1991, qui rompt avec la clandestinité en faisant de la défense des droits humains un combat public.

Les années 1990 consacrent cette maturation. La Conférence Nationale Souveraine (1990-1992) offre à la société civile un rôle politique inédit : elle devient force de proposition pour les réformes démocratiques (Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique, 2017). Cette période charnière voit émerger une nouvelle génération d'acteurs syndicats, médias indépendants, ONG qui éduquent les citoyens aux enjeux électoraux, comme le souligne Bagenda Balagizi (1994).

Les guerres des années 2000 complexifient ce paysage. Face aux conflits armés, la société civile doit naviguer entre médiation humanitaire et dénonciation des abus. Des mouvements citoyens comme LUCHA ou Filimbi, nés dans les années 2012, incarnent cette résilience : ils défient l'autoritarisme au prix d'une répression brutale (Baudouin Hamuli et al., 2015), tout en œuvrant à bâtir des alternatives concrètes lutte contre la corruption, défense des libertés.

En filigrane de cette histoire se dessine une trajectoire singulière : d'une résistance nichée dans les interstices du colonialisme, la société civile congolaise a su se muer en laboratoire d'engagement citoyen. Un héritage qui, aujourd'hui encore, questionne sa capacité à renouer avec l'audace des origines.

## **II. L'âge d'or de la société civile**

### **II.1. Rôle central de la société civile dans la CNS (1990-1992)**

La Conférence Nationale Souveraine (CNS) restera dans l'histoire congolaise comme un moment où l'utopie démocratique a frôlé le possible. Initiée en 1990 sous la pression d'une société civile en ébullition, cette assemblée, la première du genre depuis l'indépendance, marqua un tournant radical. Mobutu, acculé par les contestations, avait annoncé la fin du monopartisme. Mais loin de se contenter d'un simulacre, des milliers de délégués, issus de toutes les provinces et catégories sociales, investirent les débats avec une audace inédite. Parmi eux, près d'un tiers représentait des organisations civiles, selon les travaux de Nzongola-Ntalaja (2004). Cette présence massive brisa l'hégémonie du parti unique et imposa un agenda audacieux : séparation des pouvoirs, multipartisme, libertés fondamentales, etc.

Au cœur de ce bouillonnement, l'Église catholique joua un rôle clé. Mgr Laurent Monsengwo Pasinya, archevêque de Kisangani et président de la CNS, incarna cette force médiatrice. Face aux manœuvres de Mobutu qui tenta de nommer un pasteur proche du régime à la tête de l'assemblée, Monsengwo sut imposer une impartialité salvatrice. Dans ses mémoires (2009), il révèle comment la CENCO avait préparé dès 1988 un cadre conceptuel pour la transition, mêlant doctrine sociale de l'Église et aspirations populaires. Les Églises protestantes, regroupées au sein de l'Église du Christ au Zaïre, apportèrent un soutien logistique : leurs réseaux radio, leurs paroisses, devinrent des relais essentiels pour informer les populations rurales, comme l'analyse Mokoko Gampiot (2017).

Dans l'ombre de ces acteurs institutionnels, une nouvelle génération d'organisations émergea. L'ASADHO, créée en 1991, systématisa le recensement des violations des droits humains, produisant des rapports qui contournaient la propagande d'État (Mutamba-Lukombo, 2016). Les syndicats, comme l'UNTZA, mobilisèrent ouvriers et fonctionnaires autour de revendications salariales, tandis que les mouvements étudiants organisaient des grèves pour maintenir la pression sur un régime à bout de souffle.

Les avancées furent tangibles : adoption d'une Constitution transitoire en 1992, reconnaissance officielle du pluralisme politique. Mais Mobutu, en stratège aguerri, saborda progressivement ces acquis. La dissolution du Haut Conseil de la République-Parlement de transition (HCR-PT) en 1992 sonna le glas des espoirs les plus fous. Pourtant, la société civile refusa de baisser les armes. Elle trouva dans l'explosion médiatique des années 1990, des centaines de journaux indépendants, des radios libres, une caisse de résonance pour ses idéaux. Des journalistes formés dans les universités ou les séminaires religieux devinrent les porte-voix d'une démocratie en gestation, comme le relate Frère (2000).

L'héritage de la CNS demeure aujourd'hui ambivalent. Si elle n'a pas réussi à déloger Mobutu, elle a institutionnalisé la société civile comme interlocutrice légitime du pouvoir. Son échec relatif rappelle une vérité crue : aucune transition ne résiste à un régime autoritaire déterminé. Mais elle prouva aussi que les Congolais, lorsqu'unis, peuvent écrire eux-mêmes les pages de leur histoire une leçon qui résonne encore dans les luttes actuelles.

### **II.2. L'influence de la société civile dans les accords de paix**

La Deuxième Guerre du Congo (1998-2003), conflit aux allures régionales, a transformé les processus de paix en champs de bataille. Dans ce chaos, la société civile congolaise a dû naviguer entre inclusion symbolique et exclusion brutale, révélant une vérité amère : son influence dépend moins de son expertise que des calculs géopolitiques des belligérants.

*Dans certains forums, elle parvint à imposer une voix citoyenne.*

Le dialogue inter-congolais de Sun City (2002) reste emblématique : pour la première fois, des organisations comme la Coalition des Femmes pour la Paix obtinrent un siège à la table des négociations. Leur combat pour inscrire la justice transitionnelle et les droits des victimes à l'agenda, bien que marginalisé face aux tractations sur le partage du pouvoir, permit des avancées inédites. À Goma en 2008, face à la recrudescence des violences, la Plateforme des Associations de la Société Civile du Kivu fut consultée sur la démobilisation des combattants du CNDP. Leur connaissance du terrain évita des massacres dans les zones de cantonnement, comme en attestent les rapports onusiens de l'époque, nous a relevé un membre de la société civile lors de nos entretiens.

*À l'inverse, certains processus réduisirent son rôle à une vitrine diplomatique.*

L'Accord-cadre d'Addis-Abeba (2013) en est la parfaite illustration : des consultations formelles furent organisées à Kinshasa, mais les recommandations sur la réforme sécuritaire ou la lutte contre l'impunité pourtant cruciales furent ignorées. Comme le souligne Trefon (2016), cette « participation décorative » servait davantage à satisfaire les bailleurs internationaux qu'à bâtir une paix inclusive. Le processus de Nairobi II (2022), encore en cours, reproduit ce schéma : les organisations locales peinent à influencer les discussions sur le désarmement des milices, noyées dans des logiques purement militaires.

*Les négociations clés, paradoxalement, l'exclurent totalement.*

Les accords de Lusaka (1999) et de Pretoria (2002), pilotés par des États voisins et des groupes armés, scellèrent le sort de millions de Congolais sans leur consentement. Aucun représentant de la société civile ne fut invité à ces tables où se jouait l'avenir du pays. Vlassenroot et Raeymaekers (2004) y voient le triomphe d'une « paix stato-centrée », où les impératifs sécuritaires étouffent les aspirations démocratiques. Même l'accord de Nairobi I (2007) entre la RDC et l'Ouganda, pourtant crucial pour les populations frontalières, ignora les voix locales.

Ce paradoxe marginalisation dans les moments décisifs, inclusion dans les périphéries dessine une leçon amère : la société civile congolaise brille davantage dans l'ombre des crises que sous les projecteurs des négociations. Pourtant, son obstination à documenter les violations, à protéger les civils, et à maintenir vivant l'idéal démocratique, rappelle que la paix durable se construit aussi et peut-être d'abord par en bas.

### **II.3. Le rôle de la société civile dans la gestion des crises en RDC**

La République Démocratique du Congo (RDC) vit au rythme de crises récurrentes, où l'effacement de l'État contraste avec la résilience d'une société civile sans cesse réinventée. Parmi ces acteurs, la Conférence Épiscopale Nationale du Congo (CENCO) s'impose comme un pilier de médiation et de résistance. Son ancrage territorial, un maillage de diocèses couvrant même les zones les plus instables, lui confère une légitimité unique, comme l'observe Verhaegen (2018). En 2016, lors de l'accord de la Saint-Sylvestre, les évêques jouèrent un rôle décisif en négociant une transition pacifique après le refus de Joseph Kabila de quitter le pouvoir. Leur influence dépasse la simple médiation : leurs rapports sur les violations des droits humains, comme ceux ayant alimenté le Rapport Mapping de l'ONU (2010), font autorité dans les arènes internationales.

Au sein de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI), l'engagement des organisations civiles et religieuses a connu des fortunes diverses. L'abbé Apollinaire Malu Malu, à la tête de la CENI en 2006, incarna un bref âge d'or de crédibilité électorale, malgré des irrégularités persistantes. En revanche, les mandats ultérieurs, notamment sous la direction contestée de Corneille Nangaa en 2018, ont érodé cette confiance. La CENCO, en déployant des milliers d'observateurs indépendants, parvint toutefois à maintenir une pression salubre, dénonçant des résultats entachés d'opacité (Human Rights Watch, 2019).

Dans l'ombre de ces batailles politiques, la société civile congolaise comble au quotidien les carences de l'État. Dans le domaine sanitaire, des organisations comme Médecins Sans Frontières ou SANRU installent des cliniques mobiles dans des régions ravagées par les conflits, tandis que la Croix-Rouge évacue des blessés sous les balles. L'éducation n'est pas en reste : des écoles renaissent de leurs cendres grâce à des initiatives locales, formant une génération d'enseignants dévoués malgré le manque de moyens. Même l'environnement trouve ses défenseurs, avec des programmes de reconversion de braconniers en gardes forestiers preuve que l'innovation sociale fleurit jusque dans les crises.

Le combat pour l'alternance démocratique révèle toutefois la force et les limites de cet engagement. Entre 2014 et 2015, face aux tentatives de modification constitutionnelle visant à prolonger le mandat de Kabila, une coalition inédite, le Collectif d'Actions de la Société Civile (CASC), unit opposants politiques, Églises et mouvements citoyens. Les manifestations de janvier 2015, réprimées dans le sang à Kinshasa, Lubumbashi et Goma, marquèrent un tournant : la violence d'État renforça paradoxalement la légitimité des leaders civils, transformant une contestation ponctuelle en mouvement national pour le respect de la Constitution. La CENCO, par ses prises de position publiques et son cadre de médiation, joua un rôle clé dans le retrait du projet controversé.

Pourtant, une question persiste : comment expliquer que cette société civile, jadis symbole de résistance, peine aujourd'hui à incarner l'espoir d'un Congo démocratique ? Les réponses se nichent dans des fractures invisibles – clientélisme, détournements, collusions avec des groupes armés – qui minent sa crédibilité. Une jeunesse désenchantée regarde ailleurs, cherchant de nouveaux modèles d'engagement. Ce constat amer ouvre cependant une piste : et si la renaissance passait par un retour aux racines, loin des calculs de pouvoir et des logiques d'influence ?

## CONCLUSION

La société civile congolaise porte en elle les cicatrices et les fiertés d'un combat vieux de plusieurs générations. Née dans la fournaise des résistances anticoloniales, trempée dans l'opposition au mobutisme, elle a incarné durant des décennies l'espoir opiniâtre d'un peuple en quête de démocratie. Son âge d'or – symbolisé par la Conférence Nationale Souveraine des années 1990 et son rôle clé dans des accords de paix comme ceux de Sun City ou de Goma – reste gravé dans les mémoires comme une époque où les citoyens croyaient encore au pouvoir de leur voix collective.

Pourtant, trois décennies plus tard, le constat s'impose : son influence pâlit face à la crise socio-sécuritaire qui embrase l'Est du pays. Les actions humanitaires dans les zones oubliées de l'État, les médiations politiques comme l'accord de la Saint-Sylvestre, ou les combats pour l'environnement témoignent certes d'une vitalité tenace. Mais cette persistance ne peut masquer un déclin sournois. L'héroïsme des pionniers a cédé la place à une professionnalisation à double tranchant : certaines ONG, jadis insurgées, semblent désormais plus préoccupées par leur survie financière que par la subversion des injustices.

Reste une lueur dans cette nuit congolaise : la jeunesse. Héritière des luttes passées mais méfiante envers les modèles existants, elle réinvente discrètement les formes d'engagement collectifs artistiques, réseaux sociaux, entrepreneurship solidaire. Mais cette lueur ne doit pas masquer une réalité plus sombre : la société civile congolaise, autrefois pilier incontesté de la résolution des crises, a dérivé. Son combat contre Mobutu, sa lutte dans l'alternance démocratique, son rôle dans les accords de Sun City ou sa médiation héroïque de 2016 semblent aujourd'hui appartenir à un autre siècle. Comment cet acteur-clé a-t-il pu perdre son cap, passant de rempart démocratique à rouage d'un système de véreux ?

La réponse se cache dans les fractures d'un modèle en crise. Clientélisme, collusions avec des groupes armés, financiarisation de l'aide humanitaire... Autant de dérives qui seront analysées en détail dans un prochain article. Nous y décortiquerons comment certaines OSC, hier symbole d'espoir, sont devenues des intermédiaires complices de la violence qu'elles prétendaient combattre. Comprendre pourquoi, en 2024, la société civile congolaise ressemble trop souvent à un héros tombé en disgrâce et surtout, pour imaginer les voies d'une rédemption collective.

---

# BIBLIOGRAPHIE

## OUVRAGES

- Bouamama, S. (2017). Figures de la révolution africaine : De Kenyatta à Sankara. La Découverte.
- Braeckman, C. (1992). Le Dinosaur : Le Zaïre de Mobutu. Fayard.
- Edwards, M. (2014). Civil Society (3<sup>e</sup> éd.). Polity Press.
- David Van, R. Congo ; the epic history of a people, HarperCollins, 2010
- Foucault, M. (1984). Qu'est-ce que les Lumières ? Gallimard.
- Kankwenda, M. (1993). Zaïre : Échec d'une transition. L'Harmattan.
- Nzongola-Ntalaja, G. (2002). The Congo from Leopold to Kabila: A People's History. Zed Books.
- Omasombo, J., & Verhaegen, B. (1998). Zaïre : La transition manquée (1990-1997). CEDAF/L'Harmattan.
- Omasombo Tshonda, J. (2005). Patrice Lumumba, acteur politique. De la prison aux portes du pouvoir, juillet 1956-février 1960. L'Harmattan.
- Verhaegen, B. (2018). L'Église catholique et les conflits en RDC. L'Harmattan.
- Willame, J.-C. (1997). L'odyssée Kabila : Trajectoire pour un Congo nouveau ? Karthala.

## ARTICLES SCIENTIFIQUES

- Ghils, P. (1994). Le concept et les notions de société civile. Équivalences, 24(2), 57-68.
- Vlassenroot, K. (2020). Faith-Based Mediation in the DRC: The Limits of the CENCO Model. Journal of Modern African Studies, 58(1), 45-67.

## RAPPORTS INSTITUTIONNELS

- BERCI. (2023). Baromètre de la démocratie en RDC. Kinshasa.
- CENCO. (2024). Note pastorale sur la situation sécuritaire dans l'Est. Kinshasa.
- Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique. (2017). La CNS 25 ans après.
- International Crisis Group. (2023). Avoiding a New War in Eastern Congo.
- HRW. (2024). RDC : Les doubles standards de la répression.
- Monsengwo, L. (1992). Mémoire de l'Épiscopat congolais. CENCO.
- ONU. (2010). Rapport Mapping sur les violations des droits de l'homme en RDC.
- Afrobarometer. (2023). Trust in Religious Institutions in the DRC.
- Banque Mondiale. (2023). Gender gaps in education: DRC case study.
- UNICEF. (2023). RDC : Rapport sur l'éducation en situations d'urgence.
- Action Against Hunger. (2022). Malnutrition trends in Maniema.
- Amnesty International. (2023). DRC: Accountability for human rights abuses.
- Greenpeace Afrique. (2023). Deforestation in the Congo Basin.

## ARTICLES DE PRESSE ET SOURCES EN LIGNE

- AFP. (2015, 16 janvier). Le gouvernement congolais n'exclut pas un report de la présidentielle. France 24.  
<https://www.france24.com/fr/20150116-rdc-congo-joseph-kabila-elections-president-recensement-opposition-loi-mandat-gouvernement-rfi>
- Jeune Afrique. (2023). RDC : La CENCO, dernier rempart contre la violence politique ?
- Kibangula, T. (2013, 15 novembre). RDC : vers un troisième mandat pour Joseph Kabila en 2016 ? Jeune Afrique.  
<https://www.jeuneafrique.com/169884/politique/rdc-vers-un-troisieme-mandat-pour-joseph-kabila-en-2016/>
- Radio Okapi. (2015, 18 janvier). RDC : l'Assemblée nationale adopte le projet de loi électorale.  
<https://www.radiookapi.net/actualite/2015/01/18/rdc-lassemblee-nationale-adopte-le-projet-de-loi-electorale>
- RFI. (1999, 10 juillet). Les accords de Lusaka. Radio France Internationale. [Archive consultée le 25 mai 2024]
- RFI. (2017). Accord en RDC : Le rôle crucial des évêques congolais.